

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 25
Septembre 2009

« Je crois pour demain comme hier à la victoire de la gauche, à condition qu'elle reste elle-même. Qu'elle n'oublie pas que sa famille, c'est toute la gauche. Hors du rassemblement des forces populaires, il n'y a pas de salut. »

François Mitterrand, 1995

Édito

LA VOIE / VOIX DE L'UNITÉ

Il y a quelques jours à peine, nous avons fêté le - funeste - premier anniversaire du début de la plus grave crise financière que notre monde ait connu. Cette crise, à en croire les chantres du libéralisme, serait désormais derrière nous. Néanmoins, un an après, la question se pose : « *qu'est-ce qui a réellement changé ?* » En dépit des gesticulations sarkoziennes, force est de constater que la moralisation de l'économie se fait toujours attendre. Et tandis que les banques recommencent à provisionner des milliards d'euros de bonus pour leurs actionnaires et leurs traders zélés, renflouées qu'elles ont été par les deniers publics, ce sont près de 2 000 salariés qui viennent quotidiennement grossir les rangs du Pôle Emploi. « *C'est la crise* », paraît-il. Mais alors, de qui se moque-t-on ? Ne soyons pas dupes, le monde libéral n'a pas évolué d'un iota et n'a aucunement l'intention de le faire. Il appartient donc aux forces de gauche, et à elles seules, de déclencher et de forcer cette évolution, en prenant le pouvoir. Pour cela, la gauche doit commencer par changer elle-même.

Face à une droite plus unie que jamais, il n'y a qu'une solution : l'unité de toute la gauche. Condition *sine qua non* de la transformation sociale, cette unité ne doit pas être qu'un vague calcul électoraliste, au risque de ne pas pouvoir créer l'incommensurable dynamique qu'elle porte en son sein. Au contraire, cette unité doit prendre vie autour de deux éléments fondamentaux : un projet clair et une lisibilité accrue. En d'autres termes, un programme commun porté par un candidat unique. La présidentialisation du régime de la V^e République fait de l'échéance de 2012 le principal objectif de ce changement à gauche que nous, socialistes offensifs, appelons de nos vœux.

Bien entendu, si unité rime avec homogénéité, elle n'en est pas le synonyme. L'accession de la gauche au sommet de l'État ne se fera qu'au prix d'une dynamique collective nourrie de la diversité de ses diverses composantes. Car c'est bien sur le terrains des idées que nous devons nous situer, pour proposer aux Français un message clair, en phase avec la réalité de la société et les attentes des salariés. Ainsi pourra-t-il se créer un élan qui, suscitant l'adhésion du plus grand nombre, permettra de s'inscrire dans une logique exponentielle. Une gauche unie, ce n'est pas seulement les forces des partis de gauche qui s'ajoutent les unes aux autres. Une gauche unie, ce sont des forces politiques, associatives, syndicales et individuelles séduites par ce mécanisme inédit qui, ensemble, se démultiplient.

Long et tortueux sera le chemin de l'unité, mais l'idée que rien ne peut se faire seul fait lentement son chemin. Jamais ce journal n'a aussi bien porté son nom. Ce numéro d'Unité est exceptionnel, en ce qu'il offre ses colonnes à toutes ces forces vives de gauche qui devront désormais avancer main dans la main. Un seul journal, mais une multitude de tribunes de gauche. Modestement, l'Offensive Socialiste a réussi à réaliser l'unité. D'autres devraient donc pouvoir y parvenir.

Par Pierrick Courbon (42)

SOMMAIRE

DES PRIMAIRES ?
OUI, MAIS LESQUELLES ? P. 2
par David Torrès

3 questions à...
GUILLAUME COMPTOUR
(NPA CLERMONT) P. 3
recueilli par Julien Guérin

Tribune
POUR LA JEUNESSE, POUR LES SALARIÉS :
L'URGENCE EST DE RECONSTRUIRE UNE
VRAIE GAUCHE ! P. 4
par Bora Yilmaz, Gauche Unitaire

Tribune
RUPTURE AVEC LE CAPITALISME,
PAS D'HÉGÉMONIE : LES CONDITIONS
NÉCESSAIRES À L'UNITÉ P. 5
par Romain Jammes, Parti de Gauche

À notre avis
POUR UNE GAUCHE OFFENSIVE, OUVERTE
ET UNITAIRE P. 6
par Mathias Tessier

3 questions à...
JEAN-BAPTISTE PRÉVOST (UNEF) P. 8
recueilli par Ernest Simon

Et au PS ?
GAGNER À TOUT PRIX ? P. 9
par Laurent Johnny

3 questions à...
LORÈNE UJHELYI-WOJCIECHOWSKI
(UEC LOIRE) P. 10
propos recueillis par Johann Cesa

International
BIENVENUE AU BONGOLAND ? P. 11
SOUTIEN TOTAL À LA LUTTE
DU PEUPLE HONDURIEN P. 12
par J-F Claudon

QU'EST-CE QUE L'OS ? P. 12

Numéro spécial
**Unité de la
Gauche**

Des primaires ?

Oui, mais lesquelles ?

NOTRE parti s'est engagé dans la voie des primaires, soit. Mais cela ne veut pas forcément dire grand-chose tellement il y a de possibilités dans l'organisation de ces primaires. À nous de faire le maximum pour qu'elles soient source d'efficacité. Et par efficacité nous entendons trouver la meilleure voie pour battre la droite aux prochaines présidentielles sur la base d'un programme de gauche.

Battre la droite

Dire que l'on va organiser des primaires pour les prochaines présidentielles ne suffira pas pour battre la droite. La grande question se résume à : quelles primaires voulons nous ?

Le périmètre de ces primaires est un message politique essentiel. Si l'on doit organiser des élections « populaires » en délimitant les primaires en dehors de la gauche, c'est la défaite assurée. Il y en a assez du flirt d'un certain nombre de dirigeants du parti socialiste avec la droite. Le modem n'est pas un parti, il ne représente rien. Il n'a pas de programme en dehors de celui de Sarkozy. Bayrou lui-même ne veut pas entrer dans le champ de la gauche. Des primaires ouvertes à la droite, cela signifie des primaires où il n'y aura pas toute la gauche. Les autres partis de gauche, du NPA au PG en passant par le PCF ne voudront probablement pas participer à des primaires où il y a un candidat de droite. Ces primaires se résumeront à une alliance PS - centre droit, avec d'autres formations politiques à gauche du PS. Il n'y aurait pas de programme clair, pas de mesures pour répondre à l'urgence sociale provoquée par la crise, pas de possibilité de victoire.

L'organisation des primaires doit être l'opportunité de rassembler tous les partis de gauche, sans exception. Seule l'unité de tous les partis à gauche permettrait de faire émerger un programme et un candidat derrière une dynamique politique de rassemblement, ce qui nous paraît être la seule voie à l'heure actuelle pour battre la droite. Il faut donc pousser de toutes nos forces à l'unité. Que l'on montre que ceux qui refuseraient cette unité de la gauche ne sont rien d'autre que des sectaires.

Un programme avant tout

Mais les primaires ne font pas le programme. Et sans programme clairement à gauche, l'unité de la gauche est faible, sans perspective. Sans programme commun, l'unité paraît même difficilement réalisable. L'organisation de primaires ouvertes à toute la gauche a donc un préalable : la rencontre entre les partis pour l'écriture d'un programme. Ce programme doit répondre aux aspirations du salariat. Et face à la crise, il faut des mesures fortes, clairement anti-libérales. Pour que ce programme soit le plus en phase avec ce qu'attend l'électorat de gauche, il ne faut pas qu'il soit issu seulement de la rencontre entre les dirigeants des partis qui participeraient aux primaires. S'il est essentiel que les dirigeants se rencontrent pour organiser les primaires ensemble, il faut aussi que le programme soit issu d'une discussion collective entre les militants des partis associés pour les primaires. Avec, pourquoi pas, à l'issue de ces rencontres, un vote des militants sur différentes propositions de programme.

C'est avec l'unité, un programme commun de tous les partis de gauche, décidé collectivement, que l'on pourra ensuite passer à la phase du choix du candidat.

On aurait alors une vraie dynamique collective, démocratique, avec un programme issu des aspirations populaires et un candidat qui incarnerait ce programme. Cette force serait irrésistible et ni Sarkozy, ni les médias à ses bottes, ne pourraient la contenir ::

Par David Torrès



Dans ce numéro spécial, le comité de rédaction d'Unité a décidé de donner la parole aux composantes de la jeune gauche afin de les interpeller sur leur vision de l'unité (seuls les Jeunes Verts n'ont pas souhaité s'inscrire dans cette démarche. Dommage !).

Ces tribunes ou entretiens nous éclairent sur les conditions du rassemblement. Les propos tenus ici n'engagent évidemment que leurs auteurs.

Nous vous invitons à retrouver ces contributions en intégralité sur notre site internet.

3 questions à...

Guillaume Comptour

militant du NPA Clermont et jeune inspecteur du travail

Unité : Face aux attaques de Sarkozy et de l'UMP et au manque d'alternative crédible à gauche, l'unité de toute la gauche te paraît-elle être une bonne réponse dans l'actuel contexte social et politique ?

Guillaume Comptour : Pour moi, l'unité de toute la gauche, c'est d'abord l'unité dans la rue, dans les luttes, face à la droite et au patronat. En effet, dans le contexte de crise économique, sociale et écologique actuel et face à la brutalité des attaques de la droite, face au projet de régression sociale, démocratique et civilisationnelle que propose Sarkozy, il serait suicidaire de ne pas y opposer un front uni des travailleurs, des jeunes et de l'ensemble de leurs organisations, à l'exclusion naturellement du Modem : partis, associations, mouvements, syndicats...

Unité : Quelle est ta vision de l'unité à Gauche ?

G. C. : Cela étant dit, autant le dire avec franchise, je suis opposé à l'union de la gauche ou à la « gauche plurielle », sur le terrain directement politique des propositions, des programmes. Je pense qu'il existe à gauche 2 grandes orientations, qui sont fondamentalement contradictoires. L'une, d'adaptation au libéralisme, qui s'inscrit dans le cadre des institutions existantes et des contraintes de la bureaucratie bruxelloise. Cette gauche-là pense que le capitalisme est l'horizon indépassable de l'humanité, et elle a largement participé à la mutation néo-libérale de la France au début des années 80. Elle est représentée par Cohn-Bendit ou par la direction du parti socialiste. Elle nie toute vision conflictuelle de la société, abandonne tout projet émancipateur et veut créer un « parti démocrate ». L'autre gauche, c'est celle des luttes sociales, celle qui porte sur le terrain politique les revendications du

mouvement social, celle qui s'oppose au détestable traité de Lisbonne, celle qui pense que « le droit à l'existence prime le droit à la propriété ». Elle est incarnée par le NPA, LO, le PCF, le PG, la Fédération, certains (très minoritaires) militants ou courants du PS... Et cette gauche-là, elle doit assumer son indépendance vis-à-vis du PS ou des Verts. Pour moi, les 2 grandes orientations à gauche doivent se confronter, et c'est aux électeurs, aux mouvements sociaux de trancher. La « gauche de la gauche » doit contester l'hégémonie à gauche au social-libéralisme de Royal ou d'Aubry. Finalement, il s'agit tout simplement de sauver la gauche. Sans quoi, si on fait, dès le premier tour des élections, l'union de toute la « gauche », c'est le scénario à l'italienne qui nous guette, avec à l'arrivée le désespoir, le retour de la droite, puis la disparition de la gauche. Confrontation entre les 2 grandes orientations possibles à gauche au premier tour, fusion démocratique dans le respect de l'indépendance de tous au second : c'est la seule voie possible pour opposer à Sarkozy un véritable projet alternatif. À moi de vous questionner : aux régionales, êtes-vous pour une fusion démocratique et dans le respect de l'indépendance de chacun de toutes les listes de gauche au second tour ?

Unité : Quelles doivent être pour toi et ton organisation les tâches prioritaires de la période ?

G. C. : Pour faire simple, 2 priorités : d'abord opposer sur le terrain social une opposition radicale et de tous les instants, dans l'unité la plus large, à la droite et au patronat ; ensuite et dans le même temps, avec toutes les forces disponibles, redéfinir un projet émancipateur anticapitaliste, et construire sur ce projet une nouvelle hégémonie à gauche. Car sans projet alternatif crédible, pas de grève générale, pas de mouvement d'ensemble. ::

Propos recueillis par Julien Guérin

Pour la jeunesse, pour les salariés : l'urgence est de reconstruire une vraie gauche !

ELLES sont loin les gesticulations de Sarkozy lors du G20. La morale au secours du capitalisme, ça permet d'occuper les médias quelques semaines, mais il faut vraiment être un militant des beaux quartiers de l'UMP pour y croire une seule seconde. Pour cause, la City reprend ses bonnes vieilles habitudes. Les bagnoles de luxe ressortent du garage, les bonus des traders coulent à flot, comme le champagne et les lignes de coke. Et pourtant, la crise est bien là, elle n'est pas conjoncturelle mais bien systémique. En plus de frapper de plein fouet des millions de salariés, elle bouleverse les fondements même du mode d'accumulation basé sur la marchandisation généralisée. Elle révèle l'ampleur de la catastrophe écologique engendrée par le capitalisme et trop longtemps ignorée par le mouvement ouvrier et démocratique. Elle bouscule les rapports de force internationaux jusqu'alors dominés par l'impérialisme US, suscitant des tensions guerrières aux quatre coins de la planète. Partout enfin, elle fait le lit du racisme, de l'extrême-droite et des politiques sécuritaires.

Les acquis du rapport de force d'après-guerre avaient mis la bourgeoisie française à la traîne des contre-révolutions libérales des années 80. Avec Sarkozy, elle a trouvé un homme et, surtout, une politique dont l'objectif est simple : en finir avec l'ensemble de nos acquis sociaux pour adapter totalement le pays aux normes du capital mondialisé. Ces acquis, ce sont ceux qui permettaient au mouvement social de résister au rouleau compresseur libéral. Aujourd'hui encore, malgré les défaites enregistrées ces dernières années, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes se montrent prêts au combat. La responsabilité de toute la gauche, c'est de faire échec à la politique de Sarkozy, ici et maintenant. On peut sagement attendre 2012 : les défaites du salariat aujourd'hui sont les victoires de Sarkozy demain. Pourtant, le pouvoir en place est plus fébrile qu'il n'y paraît : sa principale force, c'est notre faiblesse. Sur le plan syndical, l'indispensable unité des forces n'a pas su permettre de construire, sur des revendications unifiantes, un « *tous ensemble* », autrement dit une grève générale, seule à même d'affronter efficacement le couple Parisot-Sarkozy. Sur le

plan politique surtout, nous ne parvenons pas à offrir aux mobilisations sociales une perspective politique, ingrédient essentiel pour que celles-ci soient victorieuses.

C'est dans ce contexte que s'est constituée la Gauche Unitaire en mars 2009 pour rejoindre le Front de gauche, refusant la prétention de nos camarades du NPA à incarner seuls une alternative au capitalisme et à ses sbires. Personne aujourd'hui à gauche ne peut prétendre incarner seul les intérêts du salariat et de la jeunesse. Modestement, mais forts de nos convictions et de notre volonté, nous contribuons à la construction d'un front social et politique, dans la rue et les urnes, pour faire échec à la droite, tout en défendant la perspective d'un nouveau parti pluraliste pour le socialisme et la démocratie.

L'urgence est à la constitution d'une plateforme politique orientée par la lutte de classe, opérante dans les luttes, comme dans les élections. À ce titre, l'unité de toute la gauche, PS inclus, sur des bases politiques n'est pas envisageable. Non par sectarisme, mais parce que ce serait nous mentir à nous même et mentir à celles et ceux qui nous regardent que de penser le contraire... Et donc inefficace pour la réalisation de nos tâches. Irrémédiablement, le PS a opéré sa mue sociale-libérale. Le terrain des primaires et autres alliances au centre entraîne la gauche aux antipodes des exigences de l'heure, là où la gauche italienne s'est désagrégée face à Berlusconi.

L'affirmation d'une gauche de gauche, intimement liée aux luttes sociales et en rupture avec le capitalisme, ne peut se construire que dans l'action et par les faits. C'est pour cette raison que le Front de gauche doit se poursuivre, s'enraciner et s'élargir. Au NPA, aux écologistes radicaux, au mouvement social, mais également à la gauche du PS. Après les Européennes (marquées par une victoire générale des droites, mais aussi par des sursauts de la gauche de gauche là où elle a su se rassembler, même partiellement), les Régionales de mars 2010 seront une nouvelle occasion de marcher vers cette perspective, et un peu plus encore, vers le socialisme. ::

**Par Bora YILMAZ, 30 ans,
enseignant, syndicaliste,
membre du CN de la GU**

Rupture avec le capitalisme, pas d'hégémonie : les conditions nécessaires à l'unité

LA GAUCHE a ceci de particulier qu'elle est largement morcelée. Les partis, courants et sensibilités qui la composent témoignent d'un côté des débats passionnés qui l'animent, mais participent aussi à une cacophonie générale dans laquelle les citoyens se perdent. Si ces citoyens réclament ardemment l'unité, elle apparaît également comme une nécessité pour transformer la société dans la rue, comme par les urnes.

Cependant, loin d'aller de soi, l'unité à Gauche comporte pour moi un certain nombre de conditions pour arriver à ses fins. La désillusion étant le pire des sentiments que peut éprouver la population, aussi convient-il de s'assurer que la Gauche qui prendra le pouvoir sera en mesure de réaliser ses projets...

Une condition impérative à l'union de la Gauche est sa rupture avec le système actuel. Les inclinaisons de notre société vers une éducation élitiste, une vision sécuritaire, une destruction des services publics... ne sont pas acceptables. L'union de la Gauche ne peut admettre le libéralisme, ses ravages humains et sociaux, ni les multiples guerres qu'il a suscitées et qu'il continue d'engendrer. La Gauche doit donc apporter la rupture, et non le compromis ; la « troisième voie » sociale-démocrate est autant un danger pour la Gauche que pour la société qui, souvent, lui confie son espoir de transformation en vain. Pour cela, un retour aux valeurs fondamentales de la Gauche est nécessaire. Ce retour passe avant tout par une éducation populaire, pour extirper la population de l'obscurantisme des débats actuels qui évitent soigneusement les vraies questions de fond et ne permettent pas une réelle alternative. Cette restauration passe, pour toute une partie de la Gauche, par un changement de logique et de vision sur nos institutions. Il faut, par exemple, rappeler le premier rôle de l'éducation avant de réformer le système éducatif, car l'école n'a pas pour principale mission de permettre l'acquisition d'un emploi, mais de former des citoyens en mesure de répondre à leur devoir démocratique. C'est, depuis la philosophie politique qui a constitué notre démocratie, la condition impérative pour que la souveraineté populaire ne génère pas la démagogie comme le craignaient Platon ou Aristote. Dans cette idée, l'union de la Gauche doit, selon moi, passer par la constitution d'un projet fédérateur réalisé en collaboration

avec l'ensemble de la Gauche. C'est encore là un projet difficile à mener car certains points sont très sensibles...

Par ailleurs, l'union de la Gauche doit se faire entre des partenaires respectés et qui se considèrent égaux. L'histoire et le poids électoral des composantes de la Gauche sont inégaux mais la macrocéphalie du Parti Socialiste et sa tendance à satelliser ses alliés constituent un repoussoir à toute unité. De la même manière, l'alliance entre le PG et le PC n'a pas été évidente étant donné la jeunesse de l'un et l'expérience de l'autre, ainsi que leurs poids militants inégaux. Pourtant elle a été réalisée ! En outre, une alliance impose une stratégie nationale cohérente, non pas un ensemble de stratégies locales dispersées ne rendant pas compte d'une vision plus globale des choses et d'une volonté de transformer la société. Ériger des herbes sur notre propre route ne me semble pas une bonne stratégie pour construire un avenir ensemble.

Quoi qu'il en soit, cette union est nécessaire pour qu'une vraie Gauche reprenne le pouvoir. Nous tentons à notre échelle de la réaliser mais il est nécessaire que tous les militants de tous les partis de Gauche qui croient en ce projet se battent au sein de leur partis pour que l'idée s'impose progressivement comme la seule alternative crédible... Comme nous pensons qu'elle l'est. ::

*Par Romain Jammes,
Parti de Gauche, Essonne*



La gauche française réunie contre la privatisation de La Poste, en janvier 2009.

Pour une gauche offensive, ouverte... et unitaire !

LA GAUCHE se réveille aujourd'hui avec un goût amer dans la bouche. Ce camp qui autrefois faisait rêver les ouvriers et terrifiait les patrons s'est transformé en un ensemble insolite d'une dizaine de partis s'affrontant pour conquérir des parts de marchés électorales toujours plus faibles. Dans un même élan, jeunes, ouvriers et intellectuels rejoignent les rangs des béats d'un sarkozysme triomphant. Les rénovations succèdent aux mutations, mais on oublie bien souvent de dire comment changer la vie, simplement. Alors, faut-il comme beaucoup abandonner le navire ? Est-ce que cela a encore un sens de défendre l'unité d'une gauche rarement aussi émiettée ?

Des réflexes politiques issus de l'offensive libérale

Si la gauche s'est affaiblie ces trente dernières années, c'est d'abord et avant tout parce qu'elle n'a pas su faire face à l'offensive libérale des *Chicago boys* dans les années 70. La première victoire de la droite est en effet intellectuelle. Elle a réussi à nous faire avaler que les ouvriers n'existaient plus, et que du fait de la montée de l'individualisme, les classes sociales n'étaient qu'une lubie d'illuminés. Il faut pourtant rappeler que 93 % des travailleurs sont des salariés, ce qui est unique dans l'histoire. Que 90 % des salaires sont inférieurs à 4 000 euros. Que les aspirations d'un ouvrier de Michelin ressemblent étrangement à ceux d'un employé de chez Carrefour. Pour tous, les cadences s'accroissent, les salaires stagnent, les heures supplémentaires ne sont pas payées systématiquement, les conditions de vie sont de plus en plus dures. Alors face à l'unité des aspirations des salariés, comment concevoir autre chose que l'unité du camp politique qui cherche à les porter ?

Mais, comprenez-vous, nous n'allons pas créer un programme commun, voire même un parti commun, ce serait renier notre identité, ce serait le stalinisme. Mieux vaut s'affronter, et que le meilleur gagne ! Ceux-là même qui dénoncent le culte aberrant de la compétition, c'est-à-dire de la guerre de tous contre tous, dans le travail, dans la vie privée, nous demandent maintenant d'appliquer cette compétition dans le domaine politique. Comme

si les conséquences étaient différentes ! Cette concurrence exacerbée n'améliore pas le programme, elle le détricote chaque jour un peu plus. Elle promet non pas la réflexion, mais le dogmatisme ; non pas l'innovation mais le sectarisme. Demander la généralisation de la concurrence dans le domaine politique, c'est dire : « la maison brûle » et regarder son nombril.

Pire, cette culture de « guerres de chapelles » a transformé la gauche en un hérisson, défensif et replié sur lui-même. À force de rechercher chez les autres les signes de leur future trahison, et de penser son groupe comme le seul véritablement de gauche (les autres étant soit de droite, soit des alliés objectifs de la droite), ses militants finissent par ne plus rien penser, et par oublier ceux qu'ils étaient supposés défendre. « *Obsédés par les moyens d'assurer la promotion de leur organisation auprès de leurs contemporains, ils ne prêtent qu'une attention distraite à ce que ces derniers pensent et vivent ; incapables de*



se présenter à eux sans leur casquette militante, il n'ont plus le langage qu'ils leur permettraient de communiquer avec eux. »¹

Esquisse d'une gauche offensive et ouverte

Pour reconstruire la gauche, il faut abandonner tout ce qui nous a conduit à l'échec présent. Au lendemain de la tentative de coup d'État du 6 février 1934, la gauche s'est unifiée au sein du « Rassemblement Populaire », prémisses au Front Populaire. Militants associatifs, syndicaux et politiques ont mis en place un programme commun pour faire échec aux coups de force fascistes et prendre le pouvoir. Aujourd'hui que le libéralisme a démontré qu'il entraîne nécessairement des crises économiques et sociales majeures, il devient urgent d'organiser de telles initiatives. Cette reconstruction d'un programme commun doit se faire à partir des principes qui fondent la gauche : meilleure répartition des richesses, luttes contre les inégalités et les discriminations, développement de la démocratie dans la sphère politique comme dans la sphère économique.

La gauche ne doit pas simplement défendre ce qu'elle a su conquérir par le passé, elle doit être à l'offensive. Elle doit pour cela s'appuyer sur ce qui a déjà pu émerger de neuf dans le débat politique. Car contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, les idées

nouvelles à gauche ne manquent pas ; elles sont peut-être absentes des postures d'intellectuels médiatiques, mais pas de la société. Les destructions environnementales nous obligent à mettre un frein à la concurrence sans limite que se livrent les pays pour être ce moins-disant social et écologique qui incitera les entreprises à délocaliser chez eux. Ce rééquilibrage nous permettra de relocaliser l'économie. De même, la gauche doit s'appuyer sur la notion de Sécurité Sociale Professionnelle, telle qu'elle est apparue dans le mouvement social. Cette Sécurité Sociale Professionnelle ne doit en aucun cas permettre l'extension de la « flexibilisation » mais bien assurer de nouveaux droits pour les travailleurs, de la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à la retraite : droit à la formation, quel que soit son âge, son niveau ou son statut (étudiant, salarié, privé d'emploi), droit à la mobilité, droit à un revenu décent, droit à l'emploi.

Mais surtout, la gauche ne doit pas oublier que son camp est celui des salariés. Loin d'abandonner la rédaction de son programme à quelque think-thank coupé du monde, elle doit réinventer son rapport au peuple pour permettre à ce que ses aspirations soient la base sans cesse réinventée de notre action. Elle doit être en capacité de recréer cet « imaginaire collectif » qui fasse espérer en un monde meilleur.

En attendant l'unité

Soyons certains que les réflexes sectaires ne s'effaceront pas du jour au lendemain. Les hommes d'appareil ne céderont certainement pas leur place sans réaction. Alors plutôt que d'attendre patiemment que cette unité tombe du ciel, retrouvons nos manches et commençons à la préparer. Ceux qui sont convaincus de l'importance de refonder l'unité de la gauche doivent chercher à la créer dans tous les espaces possibles : dans les luttes, par des listes les plus larges possibles aux élections, par des tracts communs, par des débats entre militants. Tout cela permettra de démontrer que les différences entre les diverses composantes de la gauche ne sont pas si importantes qu'on veut nous le faire croire et qu'au sein d'un parti commun, elles pourraient pleinement s'exprimer. Cela démontrera que tous les réflexes sectaires, toutes les « bonnes excuses » pour refuser de travailler avec l'un ou l'autre des groupes politiques fragilisent chaque fois un peu plus une gauche déjà très affaiblie.

Unitaires de tous les partis, unissez-vous ! ::

Par Mathias Tessier



¹ Mona Chollet, *Rêves de droite*

3 questions à...

Jean-Baptiste Prévost

Président de l'Union Nationale des Étudiants de France

Unité : Depuis 2003, pas une seule année scolaire ne s'est déroulée sans un mouvement de grève d'une partie des étudiants. Les motifs de protestation ont-ils trouvé des réponses en cette rentrée 2009 ?

Jean-Baptiste Prévost : Tous les bilans n'ont pas été tirés des mobilisations de la jeunesse qui se sont accélérées ces dernières années. Bien plus que le rejet de réformes régressives, elles exprimaient un même malaise : celui d'une génération qui refuse la précarité, les discriminations, les inégalités, l'absence totale de reconnaissance qui la condamne au silence. Pour ne parler que du dernier mouvement des enseignants-chercheurs et des étudiants, les reculs obtenus ne sont ni négligeables, ni suffisants. L'action collective a fait bouger les lignes et le gouvernement a dû céder sur certains points de mécontentement. [...] Mais toutes nos revendications n'ont pas été entendues. Sur la précarité étudiante, sur les inégalités entre universités, sur leur financement à la performance, sur la formation des enseignants et l'avenir des IUFM, les étudiants exigent des réponses en cette rentrée. Les raisons du mécontentement n'ont pas disparu.

Unité : Quelle est l'analyse de l'Unef sur les travaux de la commission de concertation sur la jeunesse présidée par Martin Hirsch ?

J-B P. : Hirsch a raté sa période d'essai. Son « Livre Vert » constitue un catalogue de propositions sans cohérence et à moyens constants. L'objectif de renforcer l'autonomie des jeunes n'a été qu'un alibi. Il n'y a pas de rupture avec la conception libérale selon laquelle à l'université, dans l'entreprise, chaque jeune est responsable de son échec. [...] Le gouvernement répond toujours en laissant tourner à plein la loterie sociale. Aider les familles et les employeurs comme le propose Hirsch, ce n'est pas aider les jeunes ! [...] Ils ont besoin d'un statut social et de protection pour mener à bien leur projet de formation et d'insertion professionnelle : l'allocation autonomie s'impose !

Il y a urgence à agir pour répondre à l'explosion du chômage des jeunes. L'onde sociale du séisme provoqué par la crise est brutale et implacable, elle a des conséquences terribles pour les plus faibles qui sont encore devant nous [...]. Pourtant, Hirsch ne propose que de bricoler l'existant et reste évasif sur les véritables difficultés : pénurie d'emplois qualifiés, destructions d'emplois dans la fonction publique,

dérogations au droit du travail, développement de l'emploi précaire et accès au CDI. Sa seule réponse est de renforcer l'alternance [...], ou d'étendre le RSA aux 18 - 25 ans ! Si Hirsch et le gouvernement n'ont pas d'autre perspective à offrir à la jeunesse, que la déqualification, la précarité et le chômage, ils posent les bases d'une rupture durable avec les jeunes.

Unité : En tant que responsable syndical, quel regard portes-tu sur les efforts à faire pour construire l'unité de la gauche politique ?

J-B P. : Ce rassemblement politique me semble indispensable pour les partis de transformation sociale, mais aussi parce que les luttes sociales sont plus efficaces quand elles s'inscrivent dans une alternative à la société libérale. L'affaiblissement des partis de transformation sociale a eu tendance à mettre les syndicats en 1^{re} ligne. Quitte à leur demande d'assumer un rôle d'opposants politiques qui n'est pas forcément le leur. Cela se ressent dans l'attente des étudiants à l'égard de l'Unef [...] . Ils sont en attente d'un nouvel horizon de société que le libéralisme ne propose plus. Nous ne pouvons pas répondre syndicalement à toutes les demandes d'alternatives qui s'expriment, mais par nos revendications et nos combats, nous contribuons à les construire. Les syndicats rassemblent les individus en fonction de leurs conditions et de leurs besoins. [...] Leur action permet de donner conscience aux individus de la communauté de leurs intérêts. La bataille du CPE a été, du point de vue de l'unité, exemplaire. Les partis de transformation sociale doivent se saisir de cette unité pour alimenter leur dynamique de rassemblement, en apportant des débouchés au mouvement social.

Mais le rassemblement s'impose aussi aux syndicats. Le pluralisme syndical est-il une garantie d'efficacité ? [...] Les étudiants ont tranché et l'Unef a su refermer 30 ans de division syndicale en 2001. Je m'en félicite même si je mesure les efforts qu'il reste à accomplir et la responsabilité de l'organisation majoritaire pour créer les conditions du rassemblement [...]. À chacun de prendre ses responsabilités. Les divisions ont déjà été dépassées dans le passé et doivent l'être à nouveau. Alors que la jeunesse subit de plein fouet la crise, il est urgent de s'unir. ::

Propos recueillis par Ernest Simon

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur notre site

UNITÉ le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Gagner à tout prix ?

LA PÉRIODE estivale à peine terminée, les déchirures, les petites phrases, les individus en mal de reconnaissance se multiplient au sein de la famille socialiste. Si cette situation dure depuis bien trop longtemps et qu'elle est plus qu'inconfortable, il n'en reste pas moins que les Français l'observent avec intérêt. La gauche n'a jamais été aussi attendue.

Cette période de bouleversements économique et écologique donne naissance à un extraordinaire besoin de changement à gauche. Le système actuel basé sur l'exploitation à outrance des Hommes et des ressources naturelles est à bout de souffle. Le pouvoir en place en France essaie de récupérer la chose à grands coups médiatiques, sans réelles remises en cause du système. On nous parle de moralisation des marchés, de diminution des bonus tout en jetant des centaines de milliers d'entre nous au placards parce qu'ils coûtent trop chers.

Ces dernières années s'est développée tout autour de nous une formidable prise de conscience des enjeux planétaires. La défense des droits de travailleurs va de pair avec la défense écologique. Parce que là où l'on bafoue les droits sociaux, on met à mal la nature et inversement, il est inconcevable de ne pas penser en « rouge et vert ». Certains d'entre nous mettent sur la table toujours les mêmes recettes de bonne gestion libérale. Une opposition crédible ne peut se contenter d'invoquer une crise mondiale qui serait inévitable. La remise en cause d'un système qui marche sur la tête est une nécessité. La gauche a le devoir de proposer des alternatives, mais malheureusement, elle n'ose pas, elle ne veut pas.

À en croire les médias ces derniers temps, les Socialistes et la gauche dans son ensemble n'ont qu'un seul but : 2012. Reste une question sous-jacente, et qui est sûrement à l'origine des divergences actuelles : cherche-t-on à gagner 2012 quel qu'en soit le prix idéologique ?

Je suis de ceux qui répondent NON. J'entends parler de nécessaire réunion des « progressistes ». Ne nous y trompons pas, ce fameux MoDem a changé d'étiquette, mais revendiquent les mêmes valeurs. Les dernières échéances électorales nous ont montré que ce parti n'existe que par l'intermédiaire de son Président et de

ses fidèles serviteurs telle De Sarnez. Parce que Bayrou est un ancien ministre de gouvernements de droite, parce qu'il est l'instigateur principal de la réforme de la loi Falloux, parce qu'il a des convictions réactionnaires, parce qu'il a voté pour toutes les lois répressives à l'Assemblée nationale, parce que, tout simplement, c'est un homme de droite, il n'est pas « progressiste ».

Peillon, pour ne pas le citer, et ses acolytes de Marseille ont-ils au moins une fois réfléchi à une politique gouvernementale menée par l'alliance « orange et rose » ? Durant la période 1997 - 2002, les 35 h, le PACS, la CMU et que sais-je encore, auraient-ils été des projets avancés ?

Quand bien même cette aventure mènerait à la « victoire » : faire un montage hétéroclite de partis politiques pour gagner une élection est une chose, conduire une majorité active qui en découle en est une autre. On ne gagne pas une élection en ajoutant des couleurs, mais en étant convaincus et convaincants !

Observons autour de nous : partout où la gauche et la droite mènent la même politique, parfois même au sein du même gouvernement, comme en Allemagne, c'est la gauche qui en paye les conséquences. De fait, Merkel a été largement confortée par le dernier scrutin outre-Rhin. Croire que mélanger la droite et la gauche va combler un vide idéologique et croire que c'est une solution pour mener une « bonne gestion », va à l'encontre des idées pour lesquelles nous, la gauche, nous nous battons. Que toutes les sensibilités de gauche soient conscientes de l'immense enjeu.

Le vide idéologique qui paralyse nos têtes pensantes n'a pas lieu d'être. Le contexte malheureusement tragique doit nous inciter à oser affirmer nos couleurs. S'il rejoint le mouvement du changement, ce parti peut accélérer la cadence pour obtenir une majorité à gauche. Pour accoucher de cette union, un énorme travail d'humilité, d'écoute, de mise à mal des égos nous attend. L'heure n'est pas à rechercher des postes mais bien à choisir son camp, sans quoi, d'autres feront sans nous. ::

Par Laurent Johanny

3 questions à...

Lorène Ujhelyi-Wojciechowski

Présidente de l'Union des Étudiants Communistes de la Loire, membre élu du Conseil National de l'UEC

Unité : *Face aux attaques de Sarkozy et de l'UMP et au manque d'alternative crédible à gauche, l'unité de toute la gauche te paraît-elle être une bonne réponse dans l'actuel contexte social et politique ?*

Lorène Ujhelyi-Wojciechowski : Notre quotidien est fait aujourd'hui de troubles politiques, de « crise », de réformes libérales. La meilleure réponse qui devrait émaner de la Gauche est effectivement l'unité. Or, nous ne pouvons que constater les pas timides faits les uns et les autres vers ce grand étendard. Nous avons pourtant eu des initiatives d'une ampleur inégalée : l'union de la plupart des syndicats au début de cette année en est le parfait exemple. Pourquoi est-ce resté vain ? Encore une fois la Gauche n'a pas su prendre l'élan qui lui était donné : il n'y a pas eu de réponse politique à cet engagement populaire. C'est ainsi que je suis capable de comprendre pourquoi la Gauche peut parfois faire rire : ses hésitations, ses attermoissements nuisent à la crédibilité d'un vrai rassemblement de gauche.

Communiste, j'ai comme volonté de rassembler : c'est bien la préoccupation principale de notre mouvement. Mais quelle gauche rassembler ? Allons plus loin : qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Puisque, si l'on veut parler de cette entité qu'est la Gauche, il faut bien se préoccuper de son identité. On ne peut pas ignorer que le Parti Socialiste, pour le prendre comme exemple, a évolué. On ne peut pas ignorer que le Parti Socialiste hésite aujourd'hui à prendre la main que lui tend le Centre, alors même que pour une organisation marxiste, il n'y aurait pas d'hésitation possible. La « social-démocratie » en France, comme partout en Europe, n'a fait que développer le capitalisme financier malgré quelques avancées sociales non négligeables lorsqu'elle était au pouvoir. Et aujourd'hui, les conceptions de la tendance majoritaire du Parti Socialiste sont très éloignées de celles que je partage ; et la tendance majoritaire du Parti Socialiste me semble s'écarter de ce que symbolise la Gauche. Quelles sont les frontières de la Gauche : qui peut encore se revendiquer de gauche ? La question du rassemblement à gauche est ainsi conditionnée par les choix de politique des

différentes organisations : le Parti Socialiste va-t-il décider de rompre avec une idéologie de type « social-libérale » et revenir à une pensée marxiste ? Si oui, les communistes envisageraient-ils plus clairement la possibilité d'une alliance ?

Unité : *Quelle est ta vision de l'unité à Gauche ?*

L. U-W : L'unité est urgente, non pas pour la Gauche, mais pour le peuple et l'avenir de notre société. Le rassemblement se fera autour des exigences portées par les citoyens : il faut répondre à l'attente populaire ! Car nous ne pouvons que condamner les rassemblements qui sont le jeu de tactiques politiciennes et nous devons plutôt promouvoir les rassemblements autour d'un projet qui réponde aux attentes du peuple. Et répondre à ces attentes passe par la mise en place de dispositions concrètes : les partis politiques doivent s'investir aux côtés des syndicats lors des grands rassemblements et ainsi construire des projets neufs. Nous arrivons à nous retrouver unis derrière la volonté d'interroger l'opinion publique sur la question de la privatisation de la Poste. Pourquoi en serait-il autrement pour ce qui est des autres problématiques de notre société ?

L'unité est à notre portée : c'est l'expression populaire qui en porte la volonté et à laquelle nous nous devons de répondre. En finir avec les clivages politiques : voilà comment nous pourrions aller vers l'unité ! L'expérience du Front de Gauche est une expérience qui est parlante : il est possible de créer l'unité, il est possible de réunir des partis politiques, il est possible de rassembler au-delà. Je pense ainsi que l'expérience du Front de Gauche est à renouveler, qu'il s'agit là d'une tentative d'unité à développer, et qu'il faut impérativement procéder à son élargissement. Il faut se plonger dans la perspective que s'il est absolument nécessaire de préserver l'indépendance idéologique de son organisation, le souci d'un rassemblement autour de bases solides qui nous unissent l'est également : faisons coexister ces deux résolutions. ::

Propos recueillis par Johann Cesa

Quelles doivent être pour toi et ton organisation les tâches prioritaires de la période ?

Retrouvez la réponse à la troisième question sur le site

Bienvenue au Bongoland !

DUR, dur d'être Gabonais... À une crise économique structurelle s'ajoute maintenant le sentiment que la démocratisation du pays n'est qu'un mirage, puisque le fils a succédé au père, comme il fallait s'y attendre. À peine Bongo père enterré en grande pompe, Bongo fils partait en campagne et se présentait comme le chantre de la rupture, lui qui était ministre de papa depuis près de 10 ans... Les irrégularités se sont semble-t-il multipliées lors du scrutin du 30 août dernier. Depuis le 3 septembre, jour de la proclamation des résultats, les candidats de l'opposition mobilisent leurs partisans pour contester les résultats, mais pour l'instant, rien n'y fait. Triste équateur...

Le Gabon est le prototype du pays riche dans lequel vivent des gens pauvres. D'après le géographe S. Leroy, « *l'économie gabonaise repose de façon quasi exclusive sur l'exploitation des richesses minières* » que sont l'uranium, le manganèse et le pétrole. Mais, comme souvent en Afrique, la richesse est concentrée dans quelques mains. Le journal Le Monde a révélé en janvier 2008 que la valeur des biens mal acquis de la famille présidentielle gabonaise en France – plus de 30 appartements ou hôtels particuliers – s'élèverait à plus de 150 millions d'euros. En outre, la justice s'intéresse de près, depuis quelques mois, aux comptes bancaires appartenant à feu Mme Édith Bongo, qui aurait servi de prête-nom à son mari ainsi qu'à son père, le dictateur congolais Denis Sassou-Nguesso. Les soupçons de détournement de fonds publics s'accumulent étrangement autour de cette charmante famille... Mais le développement ne franchit pas les portes du palais présidentiel et des banques monégasques, puisque le Gabon a un PNB qui dépasse à peine 6 000 \$ par habitant, alors que la barre des 5 % est allègrement passée pour ce qui est de la mortalité infantile...

Lors de la campagne électorale, soutenu par ses alliés claniques et internationaux, armé de ses pétrodollars, Ali Bongo promettait tout à tout le monde. Les médias travaillaient bien sûr pour lui à plein temps. Bien que se disant « *confiant* » quant à l'issue d'élections qui allaient se dérouler « *sans problème* », Ali Bongo a toutefois senti le vent tourner. Quelques jours avant le vote, le brut courait à Libreville que des sondages clandestins plaçaient en tête du scrutin l'opposant historique à Bongo père,

Pierre Mamboundou. Quelle surprise, dans ces conditions, lorsque, le 3 septembre, on annonça le score de Bongo fils. Près de 42 % des voix, loin devant MM. Mba Obame et Mamboundou ! Des milliers de citoyens s'étant massés devant le siège de la commission électorale dans la nuit du 2 au 3, les troupes ont dispersé la foule dès l'annonce des résultats et les deux concurrents principaux de Bongo ont été blessés. Selon l'opposition, les heurts avec l'armée ont fait un quinzaine de morts. Les manifestations violentes ont lieu tous les jours depuis cette date, ce qui n'a pas l'air d'effrayer Ali Bongo parti en voyage officiel afin de faire reconnaître par les chefs d'État voisins son élection contestée à l'intérieur. L'opposition s'est ressaisie. Elle fait bloc, dénonce clairement les irrégularités lors du scrutin (présence d'urnes clandestines, nombres d'enveloppes supérieurs au nombre de votants...) et a appelé la population à 3 jours de grèves à la mi-septembre. Selon un opposant, « *ce qui est train de se passer va s'accroître. Les Gabonais n'acceptent pas ce coup de force. Les Gabonais sont chauffés à blanc* »...

Et la France dans tout ça ? Kouchner s'agite pour prouver qu'elle n'a rien à voir avec ces élections-dérisions, mais précisément, il en fait trop. Il a encore réaffirmé que « *la France n'a pas eu de candidat, n'a défendu personne et n'est pas intervenue, jamais, jamais, jamais* ». Seul un coupable clame son innocence avec tant de fougue. D'ailleurs, Ali Bongo, contrairement à ses rivaux, n'a-t-il pas été invité à l'Élysée pendant la campagne ? Drôle de neutralité... M. Ben Moubamba, candidat malheureux, soupçonne la quai d'Orsay de « *jouer un jeu trouble* » et il accuse « *certain milieux affairistes français de faire croire à l'appareil d'État français que la démocratie est nuisible aux intérêts de Total et Areva* ». S'il voit juste en dénonçant le « *jeu trouble* » de nos impérialistes assoiffés de ressources et de profits, cet opposant se trompe sur un point : une démocratie authentique au Gabon serait l'ennemi mortel de Total et d'Areva. Comme en Amérique latine, les premières mesures du nouveau régime seraient la nationalisation des ressources naturelles pillées par les capitalistes occidentaux. Nul doute que, si l'opposition s'appropriait ce mot d'ordre, le mouvement anti-Bango passerait un cap décisif. ::

Par Jean-François Claudon

Comité de rédaction :	Numéro 25 septembre 2009
Johann Cesa	(42) courriel : unite_journal@yahoo.fr
Thomas Chavigné	(31) Diffusion électronique et papier : 1 500 ex.
Marlène Collineau	(44) Photographies et dessins :
Tunjaï Cilgi	(64) p. 2 : Vote, par Dean Terry, CC-by-nc-nd
Jean-François Claudon	(75) p. 5 : Droits inconnus
Cédric Gouin	(03) p. 7 : United Hands, par Foto Rita [Allstar maniac], CC-
Julien Guérin	(43) by-nc-nd
Yoann Rouvière	(43)
Ernest Simon	(44) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies
David Torres	(32) libres.
Maquette :	
Nicolas Nocet	(44)
David Torres	(32)

Lisez **Unité**,
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Soutien total à la lutte du peuple hondurien !

ZELAYA est de retour ! Et avec lui, la révolution hondurienne. En renversant le président de gauche fin juin dernier, les putschistes voulaient briser le mouvement des masses, mais ils ont au contraire décuplé sa force. Car les oligarques ne connaissent pas l'histoire. Ils ne savent pas qu'à l'instar du putsch de juillet 1936 en Espagne, les coups d'État préventifs déclenchent inéluctablement les révolutions qu'ils cherchent à éviter.

Après deux tentatives avortées en juillet, Zelaya est finalement revenu à Tegucigalpa le 21 septembre et a trouvé refuge à l'ambassade du Brésil. Il y a appelé le peuple à le protéger face aux putschistes qui réclament toujours sa mise en jugement. Aussitôt, 50 000 personnes se sont massées aux abords du bâtiment. Ce fut une belle nuit, festive et militante, dans les quartiers ouvriers de la capitale, ainsi que dans tout le Honduras. Mais les putschistes ne rendent pas le pouvoir facilement. Le 22 septembre au matin,

alors que le couvre-feu était décrété, l'armée a chassé les 5 000 militants qui étaient restés tenir la garde et a pris position dans les immeubles environnant l'ambassade. Bilan officieux : 80 blessés et déjà 2 morts...

L'épreuve de force ne fait que commencer. Le chef des putschistes s'est assuré le soutien du patronat hondurien, tandis que l'état-major s'est dit prêt à « sacrifier des vies humaines ». Dans l'autre camp, les appels à la grève commencent à pleuvoir. La bipolarisation sociale est totale. Aux dernières nouvelles, des insurrections ont explosé dans de nombreux quartiers ouvriers. Le « Front de Résistance », représentant des masses depuis juillet, doit organiser l'auto-défense et l'approvisionnement des quartiers populaires, tout en cherchant sans relâche à fraterniser avec les forces armées. Face à la dictature militaire, seule la grève générale insurrectionnelle peut l'emporter. ::

Qu'est-ce que l'Offensive Socialiste ?

L'Offensive socialiste (l'OS) est une sensibilité politique d'inspiration marxiste, résolument républicaine et laïque qui agit dans le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS). Elle s'est constituée en 2007 avec des militants venus d'horizons divers mais ayant tous mené le combat contre l'Europe libérale lors du référendum sur la constitution européenne en 2005. Ce combat fondateur contre le libéralisme reste un élément fort de notre identité politique.

Structurée autour du bulletin mensuel Unité, l'Offensive socialiste mène le débat sur les thématiques spécifiques à la jeunesse dans le parti socialiste, le MJS, et au sein de toute la gauche. L'unité est pour nous autant une méthode qu'un projet. Nous voulons l'unité des forces de gauche sur un projet de transformation sociale radicale. Un projet

mettant en mouvement les salariés, toute la jeunesse et s'appuyant sur le mouvement social. Nous refusons d'être une génération sacrifiée et exploitée, à laquelle est nié tout droit à l'avenir tant sur le plan professionnel qu'éducatif.

Nous appelons les jeunes socialistes de toute la France à se saisir de cette orientation volontariste pour affronter une droite libérale et brutale et un MEDEF vorace. Pour cela il faut des réponses radicalement de gauche, et à bien des égards la ligne politique des socialistes a pêché par manque d'ambition ces dernières années. Offrir des perspectives pour l'émancipation sociale, économique et culturelle de la jeunesse, telle est notre ambition !

Construire le socialisme du XXI^e siècle et en finir avec le libéralisme, telle est notre visée !